

résolutions vides de sens, pour nous blâmer l'un l'autre de notre mauvaise fortune et pour introduire des considérations étrangères aux débats; cela fait, nous retournons chez-nous en croyant que nos paroles ont, d'une manière ou d'une autre, contribué à améliorer la situation mondiale.

Le Secrétaire général a suggéré, pendant les préparatifs de cette Conférence, que nous nous efforcions de faire les choses un peu différemment. Je partage entièrement son point de vue. Il me semble qu'il nous faut envisager deux grandes approches. Je décrirais la première comme l'approche de la restructuration systémique. La deuxième consisterait à nous attacher à améliorer le fonctionnement du système en place. Le Canada serait le dernier pays à prétendre que notre système d'institutions internationales est parfait ou qu'il répond pleinement aux besoins des pays développés et en développement. Ce n'est manifestement pas le cas. Nous serions également le dernier pays à nier la nécessité de procéder constamment à des changements. En tant que pays de taille moyenne cherchant à promouvoir ses intérêts propres dans un monde difficile, le Canada attache une grande importance au fonctionnement harmonieux d'un système international capable de s'adapter à l'évolution de la conjoncture mondiale. Toutefois, Monsieur le Président, j'aimerais faire valoir, dans le contexte de cette Conférence, que la CNUCED a souvent placé trop d'insistance sur le système et pas assez sur la détermination des nations. Si j'ai une critique à formuler à l'égard de l'excellente plate-forme que le Groupe des 77 a établie à Buenos Aires, ce serait la priorité qu'elle accorde à une restructuration fondamentale des institutions existantes et à la création de nouveaux mécanismes. Il me semble que nous avons ces dernières années, en tant que communauté internationale, consacré beaucoup trop de temps à tenter de concevoir de nouveaux mécanismes et pas suffisamment à faire mieux fonctionner ceux que nous avons déjà.

Voilà donc le défi que je vois pour cette Conférence. Admettons franchement que le système peut être amélioré. Mais attachons-nous à donner confiance dans son bon fonctionnement. Je me suis récemment demandé si notre crédibilité à tous ne serait pas grandement améliorée et si l'efficacité du système international ne serait pas renforcée par le respect concret des engagements que nous avons déjà pris en tant que pays. Quelques exemples en guise d'illustration. Nos objectifs d'aide, par exemple, nous sont fixés depuis les années 60 et ont été acceptés par presque tous - et pourtant nous ne semblons pas nous en approcher. Nos institutions financières internationales et nos banques de développement étaient porteuses de grandes promesses; et pourtant, elles manquent toujours de ressources. Nous nous sommes entendus sur une